

INFO – GREHSS

n° 31

1^{er} décembre 2022

Editorial

Informé sur les recherches en histoire du service social : l'objectif d' Info GREHSS

Dans ce dernier numéro de l'année, nous avons souhaité faire connaître deux livres qui nous semblent d'une grande importance pour l'histoire du service social. Il y a, en page deux, celui de Patrick Lechaux, présenté par l'auteur, sur le système de formation en travail social. Dans la rubrique « du côté de l'histoire du travail social » vous pourrez lire la note de lecture sur le livre de Lola Zappi. Autre apport à la recherche, les thèses d'Isabelle Vaha sur les maisons d'enfants du Secours National /Entr'aide d'Hiver et de Diane Galbaud du Fort sur Lucie Chevalley qui fut la fondatrice et longtemps présidente du SSAE (Service social d'aide aux émigrants). Et pour compléter ce regard sur quelques recherches, nous faisons le point sur les soixante et douze biographies du dictionnaire biographiques du service social publiées sur notre site. Et les publications de biographies continuent : deux vont bientôt être mise sur le site et l'écriture de nouvelles biographies est en cours.

Henri PASCAL président du GREHSS

Sommaire	Pages
L'objectif d'Info GREHSS	1
<i>Une page de l'histoire du temps présent</i>	2
Dictionnaire biographique du service social	8
Activités du GREHSS	10
Thèses	12
Du côté de l'histoire du travail social	14
Bulletin d'adhésion	21

Une page de l'histoire du temps présent en train de se faire

La thèse que j'ai soutenue en 2020 portait sur « *la trajectoire d'un siècle du système de formation des travailleurs sociaux* » (à paraître aux Presses universitaires de Rennes). L'approche socio-historique adoptée m'a conduit à identifier quatre configurations marquantes de cette trajectoire. La première caractérise l'émergence de l'écosystème de formation au début du XX^e siècle comme « *une nébuleuse de foyers de professionnalisation d'écologies de métiers en train de se différencier sous une même appellation de « service social* ». L'institutionnalisation des diplômes de métier par l'Etat (à partir de 1932 pour le service social, puis à la fin des années 1960 pour les autres métiers) acte une seconde configuration que j'ai qualifiée de « *structuration d'un écosystème de formation « en archipel » autour d'un modèle d'école professionnelle de métier* ». Dans le même temps où cette configuration se stabilise, émerge une troisième au cours des années 1970 avec l'institution par l'Etat du « travail social » associé à « l'action sociale globale » (B. Lory) et à des IRFTS (instituts régionaux de formation des travailleurs sociaux). Configuration dite d'« *archipel clivé entre le modèle d'école de métier et un modèle d'institut du « travail social* » « *au-delà des professions sociales* ». Enfin, à partir des années 2010, sous l'effet du Traité de Lisbonne de 2000, s'ouvre selon moi une quatrième configuration, celle d'un « *écosystème de formation en transition vers une figure incertaine* ».

L'ouvrage publié en 2022 prolonge donc ce travail socio-historique en mettant la focale sur ce qui est en train de se jouer actuellement dans le cadre de cette quatrième configuration pour laquelle l'incertitude est des plus grandes à propos de la « métamorphose », pour reprendre l'expression de R. Castel, du dispositif de formation des travailleurs sociaux et des figures qui pourraient être les siennes « *entre universités et écoles professionnelles* », sous-titre de l'ouvrage. Il « prolonge » la thèse à deux titres. Tout d'abord, bien que portant sur l'histoire immédiate, l'ouvrage s'inscrit dans la veine du travail historien en référence au courant qui fut reconnu par la discipline il y a près de 50 ans sous l'appellation d'« *histoire du temps présent* »¹. Ensuite, j'ai remobilisé la même approche consistant à chercher à accéder à « l'activité en cours » du dispositif de formation : comment est-il en train de se transformer, quels nouveaux modèles sont en train d'émerger et dans le cadre de quels débats entre les acteurs, ... ?

A cette fin, j'ai mobilisé une vingtaine d'auteur-e-s, chercheur-e-s et praticien-ne-s de la formation, du côté de l'université comme des écoles de travail social, engagé-e-s dans ces transformations, en leur demandant de produire une présentation problématisée de ces expérimentations en cours.

Le parti pris d'une approche pragmatique des transformations en cours du dispositif de formation

Comment les ai-je repéré-e-s et sélectionné-e-s ? A partir d'un choix assumé théoriquement, en référence aux travaux du sociologue des professions américain André Abbott qui représente pour moi un cadre scientifique des plus pertinents pour analyser les

¹ L'Institut d'Histoire du temps présent (IHTP) est créé au sein du CNRS en 1978.

transformations des métiers et professions ainsi que de leur système de professionnalisation et de formation. Nous avons la chance extraordinaire qu'ABBOTT ait donné à voir comment son modèle théorique s'est reconfiguré dans le temps en partant de l'exemple de l'histoire du *social work* qui a été un de ses champs privilégiés de recherche de terrain. J'ai ainsi obtenu l'autorisation de traduction et publication d'un article inédit de 1995 publié par la *Social Service Review* américaine, revue qui fait autorité aux USA bien qu'elle soit portée par une des écoles de service social, mais de grand renom, celle de l'Université de Chicago. L'article qui constitue la chapitre 1 de l'ouvrage s'intitule : « *Boundaries of Social Work or Social Work of Boundaries ?* » que nous avons traduit par « *Frontières du travail social ou travail social de/des frontières ?* ». Ce qui permet de rendre compte des trois approches que développe Abbott : les frontières du travail social délimitent l'espace d'intervention propre à cette profession ; le travail social *des* frontières (comme il peut y avoir un travail social des personnes âgées, dit-il) consiste à traverser les frontières institutionnelles et corporatives si l'on veut adopter une approche globale des problèmes ; enfin, le travail social *de* frontières signifie que cet espace professionnel est lui-même segmenté et constitué de frontières internes, de spécialisations, parfois soucieuses de leur autonomisation comme métier ou profession à part entière. Les frontières sont les bordures clôturant le territoire professionnel dans le premier cas, l'objet du travail social dans le second cas et les éléments constitutifs du travail social dans le dernier cas.

J'ai d'abord cherché à prolonger la mobilisation du cadre abbottien autour du « *travail social de/des frontières* » en montrant combien il était des plus éclairants pour comprendre ce qui se joue actuellement dans le champ de la formation et des liens entre disciplines scientifiques et disciplines d'enseignement. Cela m'a conduit à vérifier la pertinence de la distinction qu'Abbott opère et teste dans l'analyse des premiers pas du service social américain au tournant du XX^e siècle et de celui des années 1990 : l'approche juridictionnelle et l'approche pragmatique du travail réel.

L'approche juridictionnelle : les groupes professionnels engagés dans des rapports agonistiques défendent leur position et leur champ propre en déployant un « travail des frontières » de type « frontièrisme de fermeture » via la reconnaissance d'une discipline, d'un champ professionnel « travail social », d'un diplôme et d'un système de formation spécifique, d'un titre protégé... La sociologie fonctionnaliste des professions a bien décrit l'ensemble des marqueurs de cette approche de construction d'une juridiction professionnelle. La légitimité de cette approche ne doit pas occulter l'enjeu d'une *approche pragmatique par le « travail réel »* des acteurs mobilisés, sous peine de prendre le risque d'une rhétorique professionnelle (d'un métier ou dispositif de recherche et formation idéaux) très éloignée de ce travail réel, ainsi que l'illustre Abbott.

L'approche « pragmatique » : elle vise à quitter le registre des affrontements dans l'arène publique, de type rhétorique, entre les acteurs institutionnels en présence, pour descendre dans la salle des machines, au plus près de l'action invisible et silencieuse des travailleurs de l'ombre. Donc à privilégier l'analyse de ce qui est en train de se construire. Tel a été le parti pris de la suite de l'ouvrage. D'autant que c'est à une véritable métamorphose que nous sommes en train de contribuer en tant qu'enseignants, formateurs et chercheurs.

La quatrième configuration du dispositif de formation qui émerge avec le traité de Lisbonne de 2000 me conduit en effet à considérer que c'est en réalité tout le système de

l'enseignement supérieur et de la recherche qui est embarqué dans cette métamorphose : les écoles professionnelles dans le cadre d'une certaine « universitarisation », mais aussi l'université qui est sous injonction à la professionnalisation. J'y reviens un peu plus loin.

Du coup, les défis de la formation des travailleurs sociaux ne sont pas éclairés de la même manière selon que l'on active une lecture pragmatique plutôt que juridictionnelle.

Si l'on s'installe sur la scène publique des controverses et de la fabrique politico-institutionnelle du système de formation (approche juridictionnelle), les défis sont eux-mêmes nommés par les acteurs : défi d'un métier unitaire du travail social, défi d'une discipline « travail social » au Conseil national des universités (CNU), défi d'une école professionnelle supérieure autonome de type EESPIG², qui fait débat en ce moment au sein de l'UNAFORIS, défi d'un modèle organisationnel et économique renouvelé et viable pour cette Ecole supérieure, ..., bref des défis relevant de « luttes territoriales » en vue de faire reconnaître des « positions défendables » (Abbott) dans l'ordre des professions, des disciplines et des appareils de formation. L'ouvrage aurait alors consisté à mobiliser les principaux « ténors » de cette sphère institutionnelle qui auraient mis en scène une sorte d'idéal de dispositif de formation promu par les uns et les autres. Bref, à donner à voir une vision idéologique du système de formation des travailleurs sociaux de la part d'acteurs qui occupent et orientent la parole publique.

Du point de vue du chercheur qui est porté par le besoin de mieux connaître les transformations en cours de la réalité, l'approche pragmatique s'imposait naturellement. Mais, au regard de la complexité et de la diversité de cette « métamorphose » du dispositif de formation, quels chantiers privilégier ? Deux fils rouges m'ont guidé. Le premier a trait à ce défi global que doit relever l'enseignement supérieur et la recherche (incluant le segment supérieur -majoritaire- des écoles de travail social) : construire ce que je propose d'appeler « une nouvelle forme de professionnalisation supérieure/universitaire ancrée dans la recherche et la problématisation de l'agir professionnel en situation »³. Le second fil rouge tient du parti pris pragmatique évoqué précédemment, en l'occurrence pragmatiste même, en référence au courant théorique américain porté par William James et John Dewey, et en convergence avec l'analyse de Bertrand Ravon qui propose de parler d'un « *nouvel ordre pragmatiste du travail social* »⁴.

Le défi d'une nouvelle forme de professionnalisation supérieure/universitaire

La singularité du système français des écoles de travail social, à l'écart de l'université, est régulièrement soulignée, sinon stigmatisée. On ne peut véritablement la comprendre que si on la resitue dans le genre de formation supérieure tel qu'il s'est problématisé à la fin du XIX^e siècle lors des grands débats qui ont marqué la loi de 1896 de refondation des universités

²EESPIG: Établissement d'enseignement supérieur privé. Il s'agit d'un label créé par la loi de 2013 de réforme de l'enseignement supérieur, label délivré par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

³ Cf. article à paraître : Lechaux, P., Vers une nouvelle forme universitaire de professionnalisation en intervention sociale : quels leviers de professionnalisation pour quelles figures de professionnalité ? , *Phronesis*, automne 2022.

⁴ Ravon, B. (2016). Vers un nouvel ordre pragmatiste du travail social ? Institutionnalisation de l'autonomie, emprise de la situation, règne des savoirs partagés. Dans M.-H. Soulet, *Les nouveaux visages du travail social*, (p. 17-35). Academic Press Fribourg.

françaises. Cette dernière institue une « forme universitaire » « humboldtienne »⁵, à savoir le principe de l'autonomie totale de l'Université par rapport à la société et ses enjeux socio-économiques, garantissant ainsi l'unité de l'enseignement et de la recherche. Soit un enseignement structuré à partir de disciplines nourries par la recherche en train de se faire, formant une élite éclairée par la science et ainsi en capacité de promouvoir la réforme sociale. Ce qui exige l'externalisation de toute préoccupation « utilitaire ». La science dite pratique est de ce fait renvoyée à des écoles professionnelles par principe en dehors et à distance de l'université, ayant pour principal marqueur leur ancrage dans les communautés et pratiques de métiers. Naville résume parfaitement ce qui fait une école professionnelle de/du métier : « L'école n'est pas seulement la préface au métier, car le métier aussi est une école. Nous avons donc à faire à une continuité éducative » (1948, p. 31).

Par analogie avec une approche en termes de genre (*gender*), j'ai qualifié cette opposition université humboldtienne-écoles professionnelles comme une opposition de genre de formation fondée sur des rapports de domination et d'infériorisation des écoles professionnelles par l'université. Les différentes réformes de l'université depuis les années 1960 (création des Instituts universitaires de technologie-IUT-) jusqu'aux années 1990 n'ont fait qu'aménager cette opposition de genre en favorisant l'émergence d'îlots de formations professionnalisées. En revanche, la politique européenne de l'ESR⁶ au tournant des années 2000 (Conférence européenne de Bologne en 1999 ; Traité de Lisbonne en 2000) représente une rupture historique majeure dans la mesure où elle institue l'abandon de ce paradigme humboldtien, alors minoritaire en Europe mais incarné de façon archétypale en France. On passe ainsi d'initiatives de professionnalisation *dans* l'université à la professionnalisation *de* l'université.

L'ESR français doit donc relever le défi de la construction d'une nouvelle forme de professionnalisation supérieure (et pas seulement universitaire), hybridant logique académique et logique professionnalisante, une pluralité de savoirs dans le cadre d'une science « en société », « plurielle », « impliquée », d'une « recherche de plein air », pour reprendre des formules de la politique publique en vigueur. Ceci, en cherchant à articuler la formation à cette nouvelle conception des savoirs et de la recherche ainsi qu'à la problématisation de l'agir professionnel en situation. On relèvera au passage qu'il existe désormais un espace supérieur des formations en intervention sociale composé de trois offres : celle des écoles sociales, celle de l'université et celle des IUT (carrières sociales), les effectifs en licence et master en intervention sociale étant équivalents à ceux des écoles sociales ! Il faut en outre souligner qu'il existe désormais près de 100 cursus bi-diplômants (contre 69 en 2012, essentiellement pour le CAFERUIS et le DEIS avec le master), la réforme des diplômes de 2018 ayant provoqué le développement de cette bi-diplomation diplôme d'Etat-licence (article Lechaux à paraître, *Phronesis*, automne 2022).

Cette hybridation de cursus historiquement disjoints porte sur la combinaison formation-enseignement-recherche-intervention du point de vue épistémique, curriculaire et institutionnel. Ce sont donc les cadres normatifs eux-mêmes du genre de formation qui se

⁵Du nom du scientifique allemand Humboldt qui, au début du XIX^e siècle, porta la refondation de l'Université de Berlin autour d'une double mission (produire et transmettre le savoir) assise sur l'unité de l'enseignement et de la recherche.

⁶ ESR : Enseignement supérieur et recherche.

recomposent, imposant aussi bien aux universités qu'aux écoles professionnelles d'engager un processus de « transition »⁷, trans-genre au sens d'au-delà des genres, non binaire selon la formule consacrée désormais, soit un processus de recomposition de ces normes historiques de genre. Dès lors, comprendre la transition de genre qui se joue plus particulièrement dans le champ de l'intervention sociale nécessite de mettre la focale sur ce que j'appelle le « travail de (re) professionnalisation » : travail de professionnalisation pour l'université et travail de reprofessionnalisation pour les écoles professionnelles de travail social. Il devient ainsi nécessaire d'accéder à cette *activité* de fabrication de nouvelles normes de professionnalisation par la recherche et la problématisation de l'agir professionnel en situation. Tel a été le fil rouge de l'ouvrage et donc du choix des expérimentations qui me paraissaient les plus marquantes de cette métamorphose.

Le défi d'une « pratique politique » de la formation des travailleurs sociaux

L'Université a toujours assumé -non sans débats internes- l'enjeu d'une certaine approche politique de l'enseignement en termes de formation d'un esprit critique. Celle-ci a gagné les écoles sociales à la suite de la brèche ouverte par le mouvement social de 1968. La poursuite de cette mission de critique sociale se reformule actuellement sous de nouvelles formes et il m'a semblé important de mettre notamment la focale sur trois d'entre elles. Ce que les canadiens appellent « *l'approche anti-oppressive* », composante des obligations professionnelles des travailleurs sociaux, impose de repenser en partie les pratiques de formation en vue de produire des « *apprentissages transformationnels* » garantissant la fabrication de professionnels ayant mis au travail leurs systèmes de représentations et soucieux d'intervenir de façon inclusive, en prenant en compte les discriminations de toutes sortes. Ce qui implique que les enseignants comme les étudiants en formation réinterrogent leurs trajectoires de vie au filtre de leur classe sociale d'origine, de leur genre, de leur origine ethnique... Une autre pratique politique de la formation a trait à l'approche du travail social et de la formation au prisme du genre en vue de déconstruire les allants de soi genrés rarement questionnés : l'autorité éducative exercée par un éducateur masculin tandis que l'éducation du petit enfant revient à une éducatrice, la mixité des équipes postulant des natures masculine et féminine différentes... Enfin, deux chapitres sont consacrés à la mobilisation des personnes accompagnées comme contributrices à la formation et à la recherche, sinon comme co-formatrices et co-chercheuses, donnant ainsi une importance centrale aux savoirs d'expériences et à une certaine « expertise usagère ».

Le défi d'une formation par l'approche expérientielle du travail (du) social

La question de la place de l'expérience a été probablement le marqueur principal de l'opposition de genre entre université et écoles professionnelles, l'enseignement de la première étant adossée à la recherche (aux savoirs) et la formation des écoles aux pratiques professionnelles. La professionnalisation comme mission de l'ESR institue de fait l'alternance comme moteur du processus de formation supérieure et donne une place centrale à

⁷Il s'agit de l'expression désormais consacrée dans les protocoles médico-légaux de réassignation d'identité de genre, notamment pour cette phase de transition où les transformations du corps ne sont pas encore reconnues par le changement d'état-civil. Cette identité désaccordée ou en transit est désignée officiellement par « faire sa transition ». Cf. Violla, F. (2017). *De l'assignation à la réassignation du sexe à l'état civil*. Paris : Mission de recherche Droit et Justice/Centre Européen d'Etudes et de Recherches Droit et Santé.

l'expérience. Ce qui impose de mettre la focale, plus que sur les pratiques elles-mêmes, sur les situations et l'activité du praticien en formation, en particulier dans les situations dites problématiques. Les ergonomes formulent l'enjeu en distinguant le réel du travail du travail réel : ce dernier désigne ce qui s'est de fait déployé tandis que le réel du travail renvoie à l'ensemble du processus sensoriel et mental, individuel et collectif, qui était actif dans le cours de l'action, se traduisant finalement par des façons de faire effectives non envisagées au départ ou habituellement... Plusieurs contributions montrent ainsi la fécondité de la mobilisation de cette approche de « l'activité » en formation : l'importance de travailler le développement de la sensorialité (incluant le travail des émotions), qui plus est dans des métiers de la relation, l'importance des savoirs d'observations et des pratiques langagières, des pratiques diplomatiques en prévention à travers la construction d'un monde commun avec les apprenants.

Le défi d'un espace hybride de professionnalisation entre écoles professionnelles et universités

Sont interrogées ici trois expériences en variant les échelles d'analyse, ceci en vue de donner à voir la diversité des chemins adoptés dans la construction de cette hybridation. L'une concerne l'intégration totale des formations de travailleurs sociaux dans l'université à travers l'exemple italien qui montre que l'universitarisation par adossement aux disciplines universitaires, variant d'une région à l'autre en fonction de l'offre universitaire, exerce de façon inattendue un effet de segmentation renforcée entre métiers (assistant-e- de service social et éducateur-trice spécialisé-e), voire au sein d'un même métier (éducateur-trice).

La seconde expérience concerne le niveau local, en l'occurrence celle d'une école (l'Ecole pratique de service social), première école française à avoir fait le choix de l'intégration dans l'université. On y voit ainsi en grandeur réelle le travail conjoint des formateurs de l'école et des universitaires dans l'élaboration de nouveaux cursus intégrés de formation (diplômes d'Etat-licence) à travers un « parcours travail social » de la licence sciences de l'éducation. Le troisième exemple se situe au niveau micro en mettant la focale sur une pratique de formation alternative au sein de l'université (en master) en cours de transfert en écoles de travail social au niveau licence dans le cadre de la mise en place de la réforme des diplômes de 2018.

La conclusion de l'ouvrage à laquelle j'ai associé Sylvie Mezzena et Bertrand Ravon, adopte le parti pris d'une reprise dite « pragmatiste » de la formation des travailleurs sociaux en cohérence avec la double révolution anthropologique, écologique et féministe, de ce début de siècle. On y présente sept chemins pour repenser cette formation, en s'inscrivant dans le sillage des travaux théoriques et d'expérimentations sociales des grands noms de cette révolution : Descola, Escobar, Haraway, Ingold, Latour, Morizot, pour ne citer que les principaux.

LECHAUX Patrick

LECHAUX Patrick (sous la direction) 2022 *Les défis de la formation des travailleurs sociaux Entre universités et écoles professionnelles* Nîmes Editions Champ social 580



Dictionnaire biographique du service social :

note sur les biographies publiées

A ce jour, 31 octobre 2022, soixante et douze biographies de figures marquantes du service social sont publiées sur notre site www.grehss.fr. Plusieurs auteurs sont à l'origine de ces biographies. Ces soixante et douze biographies, et les plusieurs dizaines que nous espérons y ajouter, ne prétendent pas être représentatives de la profession. Il serait difficile sinon impossible de construire un échantillon représentatif des milliers de professionnelles qui ont exercé de la fin du XIX^e siècle à nos jours. Avec le dictionnaire biographique du service social, nous souhaitons rassembler les biographies des fondatrices des écoles de service social et les directrices qui ont marqué leur époque par des innovations pédagogiques, les fondatrices des associations professionnelles et les figures importants de ces associations, les initiatrices de l'intervention du service social dans un champ particulier, les formatrices et auteures d'écrits qui ont contribué à élaborer la méthodologie professionnelle, les assistantes sociales qui par leurs actes, leurs positionnement ont illustré la déontologie de la profession. En rassemblant ces biographies, nous pouvons dessiner les modalités de construction du service social. Elle a été marquée par l'engagement de femmes qui, par le social, ont pris une influence sur les politiques.

Nos soixante-douze biographies illustrent les choix que nous avons rappelé au paragraphe précédent. Elles rassemblent des figures diverses qui ont marqué des moments de l'histoire du service social ; mais aussi elles ont pu être écrites grâce à l'existence de données sur elles. Or, sur d'assez nombreuses personnes nous n'avons quasiment pas de données autres

que sur quelques rares moments ou réalisations de leur carrière professionnelle.

Il y a onze fondatrices d'école de service social : Gabrielle Alphen-Salvador, Cécile Brunschvigg, Andrée Butillard, Léonie Chaptal, Valentine Charrondière, Anne Marie de Demandolx-Dedons, Gabrielle Girard, Apolline de Gourlet, Aimée Novo, Charlotte Perrin (Sœur Joseph Marie). On peut leur ajouter sept directrices d'écoles : Jeanne de Joannis, Geneviève Morinière, Hélène Naegelen, Jeanne Sivadon, Suzanne Termat, Hélène Vialatte, Marie Thérèse Vieillot. Les premières fondatrices ont créé les écoles avant la première guerre mondiale. Ces écoles étaient caractérisées par la pratique de l'alternance (stage/école) et par l'enseignement de plusieurs disciplines (en particulier médecine et droit).

Aux fondatrices d'école s'ajoutent dix fondatrices de l'intervention du service social dans un champ particulier : Geneviève d'Autherville (service social Maroc), Marie Jeanne Bassot (résidence sociale), Elisabeth Battut (Union Sociale Maritime), Ysabel De Hurtado (service social scolaire et autres), Joséphine Getting (service social à l'hôpital), Céline Lhotte (service social des prisons) Cloé Owings et Olga Siptzer (service social de l'enfance), Suzanne Umbdsenstock (service social Chemin de fer), Hélène Vialatte (service social Michelin).

La liste comporte également neuf biographies de personnes (dont deux hommes) qui ont contribué à élaborer et à diffuser par leur rôle de formatrice la méthodologie professionnelle du service social et la recherche en travail social : Catherine de Béchillon, Myriam David,

Hervé Drouard, Marie Fuster, Eliane Leplay, Hélène Massa, Jacqueline Perlés, Michel Taléghani, Vivette Samuel, Marie Thérèse Vieillot.

Enfin il y a parmi ces biographies dix-neuf personnes qui pendant la deuxième guerre mondiale, sous le gouvernement de Vichy, ont participé, à des degrés divers, à protéger, à sauver des persécutés du régime. Elles vont de poser des actes de protection, de l'aide à échapper au STO (Service du Travail Obligatoire), jusqu'à l'adhésion à une organisation de résistance : Berty Albrecht, Cécile Braquehais, Lucie Chevalley, Yvette Farnoux Baumann, Denise Grunewald, Céline Lhotte, Margueritte Martin, Jacqueline Perlès, Jeanne Sivadon, Marcelle Trillat, Marie Warschawsky. D'autres, la plupart d'origine juive, se sont mobilisées dans le cadre de l'O.S.E. (Œuvre de Secours aux Enfants). pour sauver les juifs persécutés, en particulier sauver les enfants : Enea Averbouth, Gaby Cohen, Marie Joséphe Courbet, Elisabeth Hirsch, Renée Krystal, Fanny Loinger Nezer, Andrée Salomon, Vivette Samuel, Denise Vormus, Nicole Weil- Salon. Quatre d'entre elles ont été assassinées : deux en prison (Berty Albrecht, Marguerite Martin) deux en camp de concentration (Joséphine Getting, Nicole Weil-Salon), d'autres ont connu la prison et la déportation.

Ce qui apparait aussi dans ces soixante et douze biographies c'est l'importance des réseaux qui lient certaines d'entre elles. Ainsi elles sont plusieurs, appartenant à la mouvance féministe, à fonder l'École des Surintendantes et, de son côté, la congrégation Notre Dame du Travail est à l'origine de cinq écoles de service social et de l'engagement dans le service social de jeunes femmes catholiques. Sont également présentes dans nos soixante et douze des membres d'autres congrégations : le tiers ordre des

Dominicains et le tiers ordre des Franciscains. D'une certaine manière l'OSE peut être considéré comme un réseau rassemblant des personnes juives souhaitant résister à la persécution de Vichy.

Ce qui apparait également ce sont les ruptures avec les modes de vie du milieu familial. Ces ruptures peuvent parfois se passer brutalement comme c'est le cas de Marie Jeanne Bassot, mais la plupart du temps il y a éloignement. Comme de nombreuses autres infirmières de guerre, Ysabel De Hurtado ne se voit pas, en 1919, reprendre la vie mondaine qui était la sienne avant la guerre

Pour conclure, nos biographies publiées permettent de voir comment des choix individuels et les actes posés ont contribué à fonder une profession de l'action sociale : le service social. Ces choix et ces actes ont contribué à tracer les grandes lignes des modalités d'intervention et les principes déontologiques sur lesquelles elles s'appuient.

Henri PASCAL

31 octobre 2022

Activités du GREHSS

Biographie Marie Gahéry

Une nouvelle biographie sur le site, celle de Marie Gahéry (voir sur le site www.grehss.fr) :

En 1896 Marie Gahéry ouvre, à Paris, le premier settlement en France, à l'origine des futurs centres sociaux : l'Œuvre sociale de Popincourt. Avec d'autres femmes engagées elle réside dans l'établissement ouvert à la population du quartier. C'est là le modèle des « maisons sociales » puis des « résidences sociales » qui se développeront peu de temps après. L'œuvre devenue Union Familiale de Charonne ouvre le premier jardin d'enfants en France et fonde, en 1907, une école de formation de ce qui ne s'appelle pas encore des travailleuses sociales : Ecole Pratique de Formation Sociale. Marie Gahéry cesse son activité sociale en 1914.

Biographie de Ruth Libermann

À la suite de la recherche de l'historienne Oudin-Bastide Caroline sur Eléonore Haelbach Libermann, mère de Ruth Libermann et grand-mère de Caroline Oudin-Bastide, la biographie de Ruth Libermann (1913-1962) a été modifiée. Les modifications ont porté sur le premier paragraphe portant sur sa jeunesse : « une enfance bousculée ». Dans la première version de la biographie, il y avait déjà quelques informations justifiant le titre du paragraphe. Les nouvelles données, que vous trouverez dans la nouvelle version de ce texte, montre que Ruth et sa sœur Esther ont vécu une enfance et une jeunesse marquée par une très grande instabilité (instabilité affective, instabilité de lieux de vie) et dont la mère a vécu une vie d'errance à laquelle elle a mis fin par son suicide en prison. La nouvelle version de la biographie de Ruth Libermann est sur le site du GREHSS (www.grehss.fr rubrique dictionnaire)

Conférence de Maria Isabel Rodrigues Dos Santos

Sur la suggestion du GREHSS, l'ETSUP organise, le 22 septembre à 17h 15, une conférence de Maria Isabel Rodrigues dos Santos, assistante de service social, docteure en Service Social sur Marie-Thérèse Cécile Lévêque, ancienne élève de l'école des Surintendantes, fondatrice en 1935 de la première école de service social au Portugal dont elle fut directrice jusqu'en 1945. Au cours de cette conférence, Maria Isabel Dos Santos a bien développé le contexte de la création de cette école, les influences de l'UCSS (Union Catholique des Services de Santé et Services Sociaux). Cette thèse est une nouvelle illustration de l'intérêt d'une approche biographique, soulignant les interactions entre les actes posés par une personne, les stratégies des associations, les tensions liés au contexte. Cette conférence est maintenant en ligne sur la chaîne YouTube de l'ETSUP : <https://youtu.be/yoGivvGx904>

ASH : page histoire du travail social

À la suite de l'envoi du dernier Info GREHSS aux ASH (Info GREHSS est régulièrement envoyé aux médias sociaux), l'association a été contactée par Lauriane Gaud, rédactrice en chef des ASH pour nous informer de son projet d'inclure, à partir de janvier 2023, une page « histoire du travail social » dans chaque numéro de l'hebdomadaire. Le GREHSS a communiqué cette information aux associations investies dans l'histoire du travail social (AH.PJM, CNAHES, Mémoires Vives-Centres Sociaux) ; elles ont manifesté de l'intérêt pour ce projet. Avec ces associations (plus l'ADAJEP) une réunion s'est tenu, à l'initiative des ASH, le 8 novembre 2022. Les contours de cette page histoire ont été précisés et les

associations vont se concerter pour programmer les contenus de cette page.

Les Temps du Social : les Ecoles de service social

Le numéro d'octobre (n° 19) de notre revue *Les Temps du Social* publie un dossier sur l'histoire des écoles de service social. Ce dossier est composé d'une introduction de

Patrick Lechaux suivi de deux articles de Cécile Braquehais (elle était, au ministère, inspectrice technique et pédagogique des écoles de service social) sur l'histoire des écoles de service social, publiés en 1975 et en 1978 dans la revue de l'ANAS. Il peut être lu sur le site du GREHSS et, si vous le demandez, il peut vous être envoyé.



Liste des dossiers publiés dans Info GREHSS et accessibles sur le site www.grehss.fr :

- Info GREHSS n° 12 15/10/2018 « Lettre d'une directrice d'école aux parents d'élèves mai 1968 »
- Info GREHSS n° 13 20/12/2018 « Organisation conférence internationale de service social 1928 »
- Info GREHSS n° 14 15/03/2019 « Marie Thérèse Vieillot sur la réforme du DEAS de 1938 »
- Info GREHSS n° 15 06/05/2019 « Ecole de formation sociale 1910-1911 »
- Info GREHSS n° 16 05/07/2019 « Sur le syndicat CGT des assistantes sociales 1946 »
- Info GREHSS n° 17 25/09/2019 « Ecole d'Action sociale 1931 »
- Info GREHSS n° 18 10/01/2020 « Besoins et tendances du service social rural »
- Info GREHSS n° 19 30/03/2020 « Histoire de la formation des assistantes sociales à Nantes »
- Info GREHSS n° 20 15/06/2020 « Mobilisations des assistantes sociales de 1989 à 1992 »
- Info GREHSS n° 21 22/10/2020 « Assistante sociale de PMI à Saint Nazaire »
- Info GREHSS n° 22 15/12/2020 « Activités sociales à la Poste au XX^e siècle »
- Info GREHSS n° 23 03/02/2021 « Soutenance de la thèse de Patrick Lechaux sur le système de formation des travailleurs sociaux »
- Info GREHSS n° 24 08/04/2021 « Un asile champêtre : le Pavillon Pasteur au Petit Arbois »
- Info GREHSS n° 25 08/06/2021 « Plaidoyer pour une vraie définition du service social »
- Info GREHSS n° 26 14/09/2021 « Histoire d'un combat pour la reconnaissance du niveau licence du DEAS, la création du diplôme supérieur en travail social et pour la recherche en travail social »
- Info GREHSS n° 27 02/12/2021 « Préface au compte rendu de la 2e conférence internationale de service social »
- Info GREHSS n° 28 24/02/2022 « Sur l'école de service social de Nice »
- Info GREHSS n° 29 23/05/2022 « Enfance et traumatisme de guerre »
- Info GREHSS n° 30 06/09/2022 « Les pionnières »

Thèses

Isabelle Vaha, docteure en Sciences de l'Éducation, mention Histoire-Recherches
« Les Maisons d'enfants sous tutelle du Secours National/Entr'Aide d'Hiver du Maréchal, entre prescrit idéologique et créativité pédagogique »

Thèse dirigée par Mathias Gardet, Professeur des Universités, Paris 8-IHTP
 (soutenance 10 octobre 2022)

Des travaux sur la Seconde Guerre mondiale sont florès. Pourtant, ce serait une erreur de penser que le sujet serait épuisé. De nombreuses niches restent inexplorées et notamment celles relatives à la protection de l'enfance. Si Henri Pascal, Jean-Pierre Le Crom, Katy Hazan, Limore Yagil et d'autres y font référence au cours de leurs recherches, certains versants de celles-ci sont encore dissimulés sous le voile de l'histoire. Derrière celui-ci, se trouvent, entre autres, les enfants de pères prisonniers, de parents réquisitionnés dans le cadre du Service du Travail Obligatoire et de l'Organisation Todt⁸ dont on ne parle pour ainsi dire jamais. Si la plupart de ces enfants peuvent compter sur la solidarité familiale, ce n'est pas le cas pour tous. Aussi, l'Etat (et ses institutions annexes), sous l'égide du Secours National/Entr'Aide d'Hiver du Maréchal, va ouvrir environ 103 Maisons pour prendre en charge ces enfants précarisés, sous-alimentés et privés de leur encadrement familial.

Cette thèse est l'occasion d'observer les circonstances d'ouverture et de fermeture de ces Maisons. De même qu'elle rend compte de la férocité de la concurrence entre les principaux organismes décideurs : Direction des Travailleurs en Allemagne, Direction des Prisonniers en Allemagne, Organisation Todt et, bien entendu, le Secours National/Entr'Aide d'Hiver du Maréchal. On comprend vite que cette bataille institutionnelle n'arrange guère la situation de ces enfants dont le sort est suspendu à des décisions qui les dépassent et dont l'ultime et incompressible arbitre reste encore et toujours l'Occupant.

Ce travail de recherche met aussi en lumière l'intime de l'histoire, ce qu'Elia Djaoui définit ainsi : « *L'intime est ce qui gît au plus profond de l'individu, l'essence même de son intériorité, c'est-à-dire sa conscience* »⁹. En effet, j'ai eu à cœur d'étudier le quotidien des enfants, de ceux qui les encadrent, au plus profond du dortoir, de la salle de classe, du potager qu'ils cultivent pour améliorer l'ordinaire. Je me suis intéressée aux contextes de leurs apprentissages car comment « apprendre » quand on passe son temps à « attendre » un père prisonnier en Allemagne, une mère qui travaille dans les usines automobiles en Allemagne, du courrier qui n'arrive pas toujours ou tout simplement le retour au foyer ? Pour m'approcher au plus près de ces réalités, j'ai mené des enquêtes *in situ*, rencontré les quelques rares témoins de cette histoire silencieuse ainsi que des historiens locaux, sans compter de nombreux autres protagonistes. Si mes investigations se sont orientées vers une nécessaire exploration d'archives et de lectures référencées, -académisme oblige- elles ont été

⁸ L'Organisation Todt (du nom de son fondateur, Fritz Todt), entreprise étatique hitlérienne, du Bâtiment et Travaux Public, réquisitionne une main-d'œuvre, en très grande majorité, contrainte et forcée. S'il y a une part de volontariat, il y a aussi des prisonniers, des internés ou des personnes raflées qui intègrent le dispositif. L'Organisation Todt est chargée du Gros-Œuvre du bâtiment, aussi bien en Allemagne que dans les pays occupés. Des familles ainsi privées du père et/ou de la mère connaissent souvent la précarité qui conduit à la nécessité de prendre en charge les enfants et notamment s'agissant de leur accueil dans les Maisons.

⁹ Djaoui Elia, *Intervenir à domicile*, Edit. ENSP, Rennes, 2004, page 87.

également étayées par un véritable travail de « détective » de terrain, en l'occurrence, dans certaines Maisons dont les actuels propriétaires m'ont ouvert les portes, stupéfaits d'apprendre ce qui s'était passé au sein même de leurs habitations. J'ai engrangé ainsi de très nombreuses informations, la plupart du temps, inédites et absentes des archives classiques.

Cette thèse questionne aussi un ensemble de paradoxes monumental qui, tour à tour, embarrasse ou enchante, révolte ou laisse pantois. En effet, dire qu'accueillir, soigner et encadrer des enfants d'une façon bienveillante et éclairée, dans le contexte que nous connaissons, est peut-être perçu comme un véritable non-sens. Et l'idée même d'envisager que des objectifs de protection ou de reconstruction éducative aient pu exister sous l'Occupation a toutes les raisons de nous questionner quand on sait ce que dont le gouvernement de Vichy a été capable : traque des *indésirables*, persécutions diverses, attentisme ou, au contraire, collaboration active, etc. Pourtant, les Maisons d'enfants, dans certaines conditions et au gré de la volonté affichée ou clandestine de ses acteurs, ont tenté ou même réussi à renverser l'équation de la répression sous toutes ses formes. Quant à innover, pédagogiquement parlant, sous Vichy, cela peut paraître tout autant invraisemblable. Et penser que l'enfant puisse être un sujet de préoccupation réel de l'Etat vichyste semble, en effet, inacceptable. Toutefois, certains adultes, décideurs ou non, objets ou non de persécutions, n'ont pas ménagé leurs efforts pour briser une logique d'un déterminisme désolant. Ne pas l'accepter serait tout simplement nier le rôle et le travail de certains acteurs de cette histoire. Ainsi, dans ce maëlstrom de paradoxes, j'ai découvert, entre autres, l'existence d'enfants juifs cachés littéralement dans « la gueule du loup », de soldats allemands qui ont réconforté, nourri et habillé d'autres, leur fabriquant parfois des jouets. J'ai également relevé l'utilisation des méthodes de Montessori, Freinet ou Decroly au sein de certaines Maisons alors qu'elles doivent obéir à une prescription idéologique pétainiste. Il y a aussi les livrets de Caisse d'Epargne destinés à des enfants nécessiteux griffés par le Maréchal lui-même, et ainsi de suite. J'ai aussi mis à jour une réalisation de taille : la création de Mutuelles Sociales pour les enfants abondées par les prisonniers de guerre au sein même des camps en Allemagne, et ce, en accord avec leurs geôliers.

Cette thèse est, à mon sens, infiniment vivante, « bousculante » même, car elle ouvre des perspectives insoupçonnées de lecture de l'histoire. Et de là, naissent des interrogations nouvelles sur l'action sociale et sur la question de la protection de l'enfance en des temps troublés. Aussi imparfaites que puissent être mes investigations, je peux dire que les Maisons ont pu être, autant que possible, une réponse aux saccages de la guerre sur les enfants, l'occasion de dissimuler la détresse des adultes dans le but de ne pas les inquiéter davantage, de ralentir aussi le phénomène de leur maturation excessive et rapide en raison de toutes les privations matérielles et affectives. S'agissant des populations persécutées, les Maisons, pour les enfants, furent une inéluctable cohabitation avec l'angoisse qui devait malgré tout, les conduire à tenir bon, malgré le danger, pour eux-mêmes et les autres¹⁰.

Ce travail rend compte d'un camaïeu comportemental de tous ceux qui, en dépit de difficultés quasi insurmontables, ont fait, souvent en sourdine, l'Histoire... sans oublier les enfants !

Isabelle VAHA

¹⁰Semelin Jacques, *Persécutions et entraide dans la France occupée, comment 75% des juifs en France ont échappé à la mort*, Edit. Les Arènes, Seuil, Paris, 2013, page 401.

GALBAUD DU FORT Diane 2021 "Revisiter l'histoire de la Shoah à travers le parcours d'une femme, Lucie Chevalley-Sabatier" Thèse en sciences de l'éducation sous la direction de Rebecca ROGERS Université Paris Cité

« Lucie Chevalley-Sabatier a cofondé en 1924 le bureau parisien du Service social d'aide aux émigrants (SSAE), puis a présidé cette association jusqu'en 1964. Dissoute en 2010, celle-ci venait en aide aux réfugiés et travailleurs immigrés dans le besoin. Sous l'Occupation, Lucie Chevalley-Sabatier a poursuivi ses activités à la tête du SSAE, en relation avec le gouvernement de Vichy. Mais en parallèle, elle a coordonné une association clandestine, l'Entraide temporaire, qui a organisé le sauvetage de juifs, notamment d'enfants. Cette thèse biographique éclaire les éléments de son parcours qui permettent de comprendre ses comportements pendant la Seconde Guerre mondiale à partir d'archives publiques et privées. Ses choix sont replacés dans son environnement, en les rapportant au contexte familial, économique et social. Cette approche micro-historienne s'attache à montrer que ses actes ne relèvent pas que d'une logique individuelle, mais qu'ils s'inscrivent dans des groupes d'appartenance. À travers l'analyse de la vie de Lucie Chevalley-Sabatier, ce sont des réseaux qui se font jour, témoignant d'une histoire collective. En suivant le fil de son parcours, une génération de femmes est ainsi mise en lumière, conjuguant féminisme, travail social et souvent protestantisme. » (Présentation par l'Université)

Pour rappel : dans le dictionnaire biographique du service social (sur le site du GREHSS www.grehss.fr) vous pourrez lire la biographie de Lucie Chevalley rédigée par Lucienne CHIBR



Du côté de l'histoire du travail social

Assistantes sociales et familles populaires

Issu de sa thèse, soutenue en 2019, Lola Zappi vient de sortir un livre que devraient lire tous ceux et celles qui s'intéressent à l'histoire du service social et, plus globalement, à l'histoire de l'Etat social. L'objet de ce livre est la rencontre entre assistantes sociales et familles populaires dans l'entre-deux guerres. Grâce à la politique du Service Social de l'Enfance (aujourd'hui association Olga Spitzer) de sauvegarder ses archives, Lola Zappi a pu sélectionner deux cents dossiers antérieurs à 1938. Mais elle ne s'est pas limitée à analyser ces dossiers, elle a considérablement élargi son regard au contexte social de la période étudiée, en menant un travail de dépouillement d'un large panel d'archives, dont celles de plusieurs écoles de service social. Ainsi le livre est certes focalisé sur la rencontre entre l'assistante sociale du SSE et une famille dont l'enfant est « en danger moral », mais plusieurs chapitres sont consacrés à tout ce qui entoure cette rencontre.

La première partie, divisée en deux chapitres, est consacrée à « *la naissance des services sociaux* ». Inscrit dans la mouvance des divers courants de la « réforme sociale », pour l'auteur « *les services sociaux se présentent comme un instrument de rupture avec la charité* » (p.59). Il y a un lien indissociable entre ces services sociaux, qui se développent fortement à partir de 1920, et le corps professionnels des assistantes sociales : « *La naissance du service social est indissociable de celle du corps de métier chargé de le représenter. Les assistantes sociales,*

figures encore inconnues avant la guerre, apparaissent dans les années 1920 avant de s'imposer progressivement, durant tout l'entre-deux guerres, comme le personnel indispensable des œuvres sociales. » (p.61). Ce mouvement de professionnalisation, touchant en particulier, comme le dit un titre de paragraphe, « des jeunes filles de bonne famille soucieuses d'aller au peuple » (p.63), est largement porté par les écoles dont certaines, créées avant ou pendant la première guerre mondiale, se sont développées après 1920 tandis que plusieurs autres étaient créées. Ces écoles donnent un enseignement pluridisciplinaire et envoient leur élèves passer une période de stage dans divers services sociaux. Dans les stages, « les jeunes femmes découvrent une précarité dont elles sont peu familières. » (p.84)

La deuxième partie, divisée en trois chapitres, traite de « *la spécialisation judiciaire de l'action sociale* » qui se construit autour d'« *un couple nouveau : le magistrat et l'assistante sociale* ». Le magistrat est le juge du Tribunal pour les enfants et l'assistante est celle du Service Social de l'Enfance en danger moral. Pour cette dernière « *sa mission, quelle que soit la procédure, est double : en amont du jugement, assurer un rôle d'investigation à travers l'enquête sociale ; en aval ou en alternative au jugement, mettre en place un suivi pour les jeunes et leurs familles.* » (p. 105). Une des fonctions de l'enquête sociale, conduite par l'assistante sociale, est de « *dépister les familles à risques* », qui, au vu des dossiers traités par cette recherche, « *se situent dans la frange la plus précaire des milieux populaires parisiens* » (p. 176).

La troisième partie, divisée en deux chapitres, porte sur « *l'assistance éducative à l'épreuve du terrain* ». Dans ces deux chapitres on est au cœur de la rencontre entre la famille et l'assistante sociale du SSE. Au cours des quatorze ans qui vont de 1923 à 1937, le SSE a considérablement augmenté le nombre de ses assistantes sociales, qui va de 1 en 1923 à 27 en 1937. La première de ces assistantes est Marie Thérèse Vieillot qui, après plusieurs séjours aux Etats Unis, fut la première à introduire le case work en France. Dans cette troisième partie, ce qui est exploré « *c'est la dynamique de ces rapports asymétriques de pouvoir entre assistante et assistés* » (p. 249) ; l'assistante apparaît pour les familles comme « *une figure symbolique d'émissaire du tribunal* ». Ce que souligne Lola Zappi dans ces « *rapports asymétriques* » ce sont quelques aspects importants. Tout d'abord, c'est l'attention portée par l'assistante sociale au maintien du lien familial, lorsque l'enfant est placé ; sur ce sujet « *deux critères reviennent principalement dans les dossiers : la régularité des visites et l'entretien d'une correspondance avec l'enfant. On retrouve ici la visée interactionniste du case work, attentive à la dynamique des liens familiaux.* » (p. 217). Par cette attention au maintien du lien, l'assistante sociale vise à « *mener une rééducation morale des parents déficients* » (p. 218). Vient ensuite la volonté des assistantes de recueillir la parole de l'ensemble des membres de la famille, qui ne forment pas un tout face à l'Etat, représenté par le tribunal et l'assistante, d'autant que la famille peut être traversée de rapports de domination, s'exerçant principalement contre les femmes et les enfants. Enfin, si le rapport d'assistance se construit comme un terrain de négociation, sur ce terrain les assistés, objets d'intervention de plusieurs services, peuvent parfois jouer la concurrence entre services « *pour déjouer une prise en charge totalisante* » (p. 252)

La quatrième et dernière partie, également divisée en deux chapitres, met en lumière « *les émissaires de l'Etat social* ». Le chapitre huit montre bien l'articulation entre les services sociaux qui se développent dans cette période et l'Etat qui développe une politique sociale toujours plus large. Dans ce contexte, les débats sur services sociaux privés ou services sociaux publics se développent, notamment en lien avec la croissance du nombre de municipalités à

majorité socialiste ou communiste qui mettent en place des services sociaux et médico-sociaux. Le chapitre neuf dresse un cartographie du « maillage parisien de l'encadrement social ». Ce maillage est particulièrement dense dans les quartiers populaires de la capitale et dans les communes de banlieue proche.

Un livre nettement différent, sinon à l'opposé, des ouvrages d'il y a une quarantaine d'année sur la fonction de « police des familles » portée par les assistantes sociales intervenant en protection de l'enfance, donc un livre à lire, à travailler et qui peut être le point d'appui d'autres recherches sur le service social.

Henri PASCAL

ZAPPI Lola 2022 *Le(s) visages de l'Etat social Assistantes sociales et familles populaires durant l'entre-deux-guerres* Paris Presses de Sciences Po 378 p.

Travail social et écologie

Personne ne peut affirmer aujourd'hui ne pas être au courant du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. L'humain est au cœur de ce phénomène comme il est au cœur de l'intervention sociale, et pourtant, les problématiques sociales et écologiques ont encore du mal à s'articuler. En constituant une vaste revue de la littérature qui aborde les enjeux climatiques et écologiques et par le biais d'une enquête de terrain, Dominique Grandgeorge dresse un bilan des blocages psycho-sociaux et des raisons qui freinent les établissements sociaux à s'adapter aux enjeux environnementaux. Mais il ne s'arrête pas à ce constat d'échec et, sur le modèle de la monographie, il donne à lire cinq expériences en établissement, dans lesquelles préoccupations sociales et écologiques se complètent de manière probante et enthousiasmante. Sur la base des éléments recueillis, une typologie des établissements et des modes d'action en lien avec le degré d'implication écologique est proposée : la technique des petits pas, le sas de passage, l'approche écologique globale. Selon l'auteur, c'est par cette dernière qu'une véritable *réformation* du travail social est possible et souhaitable, dans le souci de l'autre et le respect de l'altérité dans toute sa (bio) diversité. Cette réformation des pratiques ne pourra se faire sans un remodelage des formations en travail social.

La lecture de *L'écologisation du travail social* offre des outils en vue d'une application concrète au quotidien (consommation énergétique, mobilité, restauration collective, gestion des déchets, respect de la biodiversité, etc.) et stimule le désir d'agir. Cet ouvrage encourage les responsables d'institutions, professionnels, enseignants, étudiants, bénéficiaires et familles à envisager l'intervention sociale de manière systémique et intégrale en faveur d'une maîtrise de l'empreinte environnementale générée par les activités humaines. Un autre travail social est possible ! (Présentation par l'éditeur)

GRANGEORGE Dominique 2022 *L'écologisation du travail social Les établissements sociaux à l'épreuve du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité* Genève Éditions IES, Haute école de travail social Coll. Pratiques 352 p.

« Bons » et « mauvais » pauvres

Terre de pauvreté et de mendicité, la Normandie orientale n'a pas été épargnée par les peurs sociales qu'ont suscitées ces phénomènes. Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, la mendicité et le vagabondage normands représentent un cinquième des condamnés français. Durant le long XIX^e siècle, le Directoire et les débuts de la Troisième République ont constitué des moments charnières dans les politiques de lutte contre la pauvreté à la fois dans ses dimensions assistancielles (communalisation de l'assistance publique, premières lois sociales républicaines) et répressives (pénalisation, relégation). En focalisant son attention sur la Seine-Inférieure et l'Eure aux profils opposés, l'un urbain et industrialisé, l'autre agricole et rural et en les replaçant dans le contexte national, cette étude montre la diversité et la singularité des réponses d'une société normande au fort engagement social, qu'il soit de nature publique (communes, départements, État) ou privée (catholique, protestant, franc-maçon). Fondé sur des archives de la « compassion » et de la « peur », et renouvelant les approches dans une démarche plurielle entre histoire sociale, des représentations et des émotions, cet ouvrage s'inscrit dans une longue tradition historiographique d'études sur la pauvreté et sur les politiques de prise en charge des « bons » et des « mauvais » pauvres. (Présentation par l'éditeur)

KITT Antony 2022 *« Bons » et « mauvais » pauvres Représentations et prise en charge de la pauvreté en Normandie au XIXe siècle* Rouen Presses universitaires de Rouen et du Havre 350 p.

Sur l'abandon d'enfant

« Des centaines de milliers de mères ont abandonné leur enfant au cours du XXe siècle. Aujourd'hui en France, elles sont encore 700 chaque année. La vox populi les juge souvent comme des femmes de mauvaise vie. Cet ouvrage va à l'encontre de ce préjugé. Pour ce faire, il présente qui elles sont réellement, à travers leur âge, leur situation matrimoniale et familiale, leur origine géographique, leur profession et leurs ressources. Il vise à mieux cerner les raisons qui conduisent ces mères à la décision d'abandon en déterminant les caractéristiques communes qui les rassemblent mais aussi en pensant la singularité de chacune, en fonction des conditions économiques, des moyens contraceptifs disponibles, de la législation et du regard de la société. L'ouvrage apporte aussi un éclairage sur ce que les mères transmettent à leur enfant, sur leurs demandes ultérieures de nouvelles et de reprise, ainsi que sur les démarches de leurs enfants pour les retrouver. En s'inscrivant dans l'histoire des femmes et dans l'histoire de l'enfance abandonnée, il rend visible les plus invisibles des femmes, et il montre combien, loin d'être des mères indignes, elles sont des mères courage. Leur histoire dit beaucoup du regard de la société sur les personnes en difficulté ou en dehors des normes. » (Présentation par l'éditeur)

FAUCONNIER CHABALIER Martine 2022 *Des mères singulières Les mères qui abandonnent leur enfant (1900-2020)* Rennes Presses Universitaires de Rennes Coll Histoire 422 p

Assistant de service social : combats passés, présent et à venir

Le numéro 286 de la Revue Française de Service Social rend compte de la journée d'études de l'ANAS organisée par la Section ANAS des Pyrénées le 9 octobre 2021 à Pau. Les travaux de cette journée s'intitulaient : « Assistant.e de service social : combats passés, présents et à venir... Qu'en est-il aujourd'hui de l'engagement ? ».

La journée d'études débute avec l'évocation des luttes des assistantes sociales en 1990 – 1992 qui s'engagèrent dans la défense de leur diplôme et de leurs conditions de travail et, encore, des exigences nécessaires à un travail social de qualité. Cette période a été évoquée par :

- une exposition d'affiches, photos, panneaux et citations sur les murs de l'ITS ;
- des témoignages d'acteurs de l'époque ;
- des extraits du film « Une profession en mouvement » ;
- la présentation du livre de recherche historique « *Assistentes sociales en lutte, 1990–1992, le succès trente ans après* » de Cristina De Robertis, dont ce fut l'occasion du lancement.

Les travaux se sont ensuite attachés à réfléchir le présent, abordant la notion d'engagement des professionnels et de la profession lors des tables rondes, des ateliers et échanges ont abordé la notion d'engagement des professionnels et de la profession.

Afin de mettre en perspective ces luttes passés et de faire un parallèle avec la situation du mouvement social actuel, une deuxième partie traite de cette actualité. En effet, les travailleurs du social se sont mobilisés pour exiger l'amélioration de leurs conditions de travail et celles d'accueil des personnes accompagnées. Des professionnels acteurs dans ces mouvements et engagés dans la mobilisation en cours analysent la situation actuelle et expliquent les raisons et leurs revendications. Leurs analyses nous éclairent sur les combats en cours et ceux qui s'ouvrent à nous pour l'avenir.

Ce numéro-ci prolonge la réflexion du numéro précédent de la RFSS (285 – 2022-2) intitulé « Que veut le travail social » par l'évocation de la place des luttes dans l'affirmation du travail social, de sa place, de ses aspirations, des évolutions qu'il souhaite voir advenir.

Cristina De Robertis

« Assistant de service social : combats passés, présent et à venir » *La Revue Française de Service social* n° 286 2022-3

Protéger l'enfant ou préserver la famille

Dans l'entre-deux guerres, le tribunal pour enfants de la Seine s'adjoint l'aide d'un service social. Les assistantes du Service social de l'enfance (SSE) ont massivement recours au placement d'enfants. Pourtant, leur mission ne s'arrête pas là. Durant toute la durée du placement, elles cherchent à s'assurer que les parents restent en contact avec leurs enfants. Comment explique cet apparent paradoxe ? Grâce aux dossiers du SSE, l'article montre que les assistantes sociales sont prises en tenaille entre deux injonctions contradictoires : d'une part, la peur de l'influence du « milieu » familial sur les jeunes des milieux populaires ; d'autre part la psychologisation croissante des liens affectifs parents/enfants. En croisant une histoire

des savoirs et une histoire du travail, l'article explore les innovations infra-réglementaires mises en œuvre par les assistantes sociales, et invite à nuancer une lecture monolithique de la « police des familles ». » (Présentation par la revue)

ZAPPI Lola « Protéger l'enfant ou préserver la famille. Les assistantes sociales face aux placements d'enfants dans l'entre-deux-guerres » *Le Mouvement Social* n° 279 2022/2 pages 67 à 82

Sur des réformes de la formation

En associant des praticiens, des formateurs, des responsables de formation, des chercheurs et des enseignants-chercheurs engagés à des degrés et des responsabilités divers dans la formation des travailleurs sociaux, ce numéro vise à interroger de manière inédite l'esprit et le sens des réformes des formations du travail social, il aspire également à se faire l'écho d'une controverse portant sur les impasses d'une formation en travail social exclusivement portée par des logiques de compétences et de certification... Pour y soutenir une alternative, et pour donner à la controverse une portée publique et politique ! (Présentation par l'éditeur)

L'éditorial de ce numéro de Forum est signé par Mohammed Mechkar et la présentation du numéro est faite par Fabien Clouse, Marlène Marty, Mohammed Mechkat et Sébastien Ponnou. Parmi les articles de ce numéro de Forum citons entre autres celui de Michel Chauvière « La lente déportation du système de formation au travail social » et celui de Patrick Lechaux « Le socle commun des compétences et des connaissances du travail social : un couteau suisse au mode d'emploi problématique » (Présentation par l'éditeur)

« Quelles réformes de la formation dans les diplômes d'État en travail social ? Bilan de la réforme 2004/2007 et mise en perspective de celle de 2018 » *Forum* n° 164 septembre 2021 Editions Champs Social

Jardins d'enfants et méthode Montessori

Cette contribution met en lumière l'itinéraire singulier de l'Alsacienne Emilie Brandt (1879-1963). Infatigable pédagogue, elle a, au gré de ses déplacements, fondé des jardins d'enfants et des écoles de formation de jardinières : d'Alsace à Nice, en passant par Paris, la Haute-Marne (Thivet), Vichy. Elle a participé à la transmission de la méthode de Maria Montessori en France à partir des années 1930 dans les jardins d'enfants et auprès des jardinières en formation. Elle a néanmoins poursuivi la diffusion de la méthode froebélienne à laquelle elle avait été initialement formée en Allemagne. Cet article revient sur cette figure méconnue, ambassadrice de la méthode Montessori pour certains de ses disciples ou représentante d'un « Montessorismebandesque », mêlant des influences diverses, pour d'autres. (Présentation par l'éditeur)

KOLEBKA Hélène « Emilie Brandt (1879-1963) et les jardins d'enfants : une ambassadrice ambivalente de la méthode Montessori » *Les Études Sociales* 2022/1 (n° 175), pages 179 à 200

Il était une fois le travail social

Depuis la parution de son premier numéro en 1932, la revue Esprit occupe une place de choix dans le paysage intellectuel français. En 1972, un numéro intitulé "Pourquoi le travail social" interrogeait ce secteur d'activité. Il le mettait en garde contre son instrumentalisation à des fins idéologiques étrangères à ses missions. Les plumes de jeunes universitaires à l'avenir prometteur côtoyaient les analyses approfondies de penseurs reconnus et les témoignages de professionnels de terrain. Ce numéro marqua durablement l'évolution du travail social. Cinquante ans plus tard, après une multitude de crises (économique, sociale, culturelle, écologique...) se profile une prise de conscience du rôle essentiel du travail social. Animée d'une ferme volonté de promouvoir la place contemporaine de nos métiers, et celle des assistant-e-s sociaux-les en particulier, l'ANAS a proposé à la revue Esprit d'œuvrer ensemble à la publication d'un nouveau numéro consacré au travail social. Le fruit de cette coopération arrive dans les kiosques. (site de l'ANAS)

Et présentation du dossier par la revue :

« La crise sanitaire a amplifié et accéléré diverses tendances qui lui préexistaient : vulnérabilité et pauvreté de la population, violence de la dématérialisation numérique, usure des travailleurs sociaux et remise en cause des mécanismes de solidarité. Dans ce contexte, que peut encore faire le travail social ? Peut-il encore remplir une mission d'émancipation ? Peut-il s'inspirer de l'éthique du care ? Le dossier, coordonné par Fabienne Brugère et Guillaume Le Blanc, mène l'enquête auprès des travailleuses et travailleurs sociaux. À lire aussi dans ce numéro : le procès des attentats du 13-Novembre, les nations et l'Europe, l'extrême droite au centre, l'utopie Joyce et Pasolini, le mythe à taille humaine. »

« Il était une fois le travail social » Esprit n°, 490 octobre 2022



**Info GREHSS est le bulletin du Groupe de Recherche en Histoire du Service Social (GREHSS).
Il paraît cinq fois par an.**

Responsable de publication : Henri PASCAL président du GREHSS

Adresse postale :

GREHSS

c/o ANAS

15 rue de Bruxelles 75009 Paris

Adresse électronique : greh.servicesocial@orange.fr site : www.grehss.fr

Bulletin d'adhésion

Le GREHSS a pour seule ressource financière les cotisations de ses adhérents. Si vous pensez que l'activité et les publications du GREHSS sont utiles à l'histoire du service social, soutenez son action en adhérant ou réadhérant et, éventuellement, en faisant un don. Sur le site www.grehss.fr vous trouverez des informations nombreuses sur l'activité du GREHSS ainsi que le dictionnaire biographique du service social

Nom:.....

Prénom:.....

Adresse:.....

.....

.....

Mail:.....

Téléphone:.....

Activité professionnelle:.....

Adhère au GREHSS :20 €

Dons.....

Total

Règlement

→ soit par chèque à l'ordre de GREHSS à envoyer à : QUEROL Agnès (GREHSS)
3 impasse du Clos Bel Air 45110 Saint Martin d'Abbat

→ soit par virement à Groupe de Recherche en Histoire du Service Social

IBAN FR76 1870 7006 3232 0212 5647 763

(et envoyer le bulletin d'adhésion notre adresse mail : greh.servicesocial@orange.fr)